

## ATELIER 3

### Rôle de la puissance politique dans la formation continue – facteur d’insertion

#### Financement

- 1) Rôle des différents niveaux de financement ? Projets transfrontaliers
- 2) Taxation de la formation au niveau individuel et entreprise (sur le modèle français ?)
- 3) Promouvoir la formation élémentaire et continue de toutes et tous (et les gens touchés par le non emploi)
- 4) Qui paie la formation (personnel, pouvoirs publics, entreprise, co-financement) jusqu’où financer ?

#### Modèles de subventionnement

- Guichets cantonaux coordonnés pour l’accueil et l’orientation et les financements des individus et des entreprises

#### Accès

- Équité : contribution, personnes peu qualifiées, aides et bourses pour tous, rôle du politique
- Offres : horaires, équipes, accès à tous les publics, visibilité, lisibilité
- Motivation : toucher les personnes qui ont « décroché », décloisonnement des services étatiques
- Intérêt individuel vs intérêt général : vision globale du politique / intérêts généraux, équilibre entre le long terme et le court terme, formation de base et formation continue
- Aspects culturel et identitaire : de quelle formation continue parle-t-on ?
- Encourager les individus et les entreprises sans obligation

#### Qualité

- Formateurs : qualité de leur formation
- Label qualité (très cité) et évaluation
- Standards minimaux de la FC à prévoir
- Étendre le label eduQua aux entreprises
- Quelle valeur le label pour qu’il soit vraiment de qualité ?
- Comment garantir la qualité de la formation par une institution ?
- Validation des acquis
- Engagement de l’employeur, quelle vision commune employeur et employé ?
- La nouvelle loi de la FC prévaudra aussi pour les institutions ?

#### Autres questions

- Coordination nécessaire entre les différents acteurs étatiques et inter-secteurs ?
- Problème de la mise en application de la loi (lourd ? Doit être efficace !)
- Se projeter sur le long terme et non pas que sur le quotidien